

## CE MONDE QUI BOUGE

Les moines,  
la guerre d'Algérie  
et le secret-défense

Par Hassane Zerrouky

Le secret-défense sera levé sur tous les documents que demandera la justice concernant la mort de sept moines français, a promis le président français Nicolas Sarkozy.

«Naturellement, je leverai le secret-défense sur tous les

documents que me demandera la justice», a-t-il dit lors d'une conférence de presse à l'Elysée avec le président brésilien Lula da Silva. Ajoutant : «La justice doit avoir tous les documents. On ne peut pas dire que l'amitié entre les peuples et les pays peut résister au mensonge. Je suis vraiment déterminé à ce que la lumière soit faite.» Le juge d'instruction Marc Trévidic, chargé du dossier des moines, va donc demander qu'on lui remette les rapports que François Buchwalter dit avoir remis au ministère de la Défense et à l'état-major en 1996.

Reste à savoir si tous les documents concernant cette affaire seront rendus publics, notamment pour ce qui concerne les rapports noués entre les services français et les ravis-seurs des moines — car il y a eu effectivement des négociations ainsi que l'avaient rapporté alors des médias français — ou le fait que la DGSE et la DST s'étaient livrées — chacun de son côté — à une concurrence dont on aimerait savoir à quels motifs réels elle obéissait. Pour être clair, je n'invente rien : il faut seulement consulter ce qu'ont rapporté, documents à l'appui, plusieurs quotidiens français à l'époque.

Une chose est sûre, bien que de nombreuses zones d'ombre planent sur cette affaire, il faut savoir que la levée du secret-défense relèvera en définitive du ministère de la Défense français, après avis d'une commission. Autrement dit, tout porte à croire que tous les documents concernant ce drame ne seront pas déclassifiés !

Retenons une chose : cette célérité française de lever le secret-défense sur le cas des moines de Tibhirine tranche singulièrement avec toutes les restrictions mises pour l'accès aux archives classées «secret-défense» et «très secret», concernant la guerre d'Algérie et plus généralement la période coloniale. Et bien qu'il constitue une avancée, le projet de loi adopté en 2008 sur l'accès aux archives de la période coloniale n'avait pas satisfait les historiens français qui, dans une pétition adressée aux pouvoirs publics français, ont dénoncé le fait que ce projet de loi contenait «des dispositions qui portent gravement atteinte à la liberté d'écriture et à la recherche historique». En d'autres termes, les documents sensibles pouvant permettre de faire la lumière sur la responsabilité de l'Etat français sur la guerre d'Algérie et de ceux qui l'avaient servi à l'époque — certains sont encore vivants — resteront dans les 5 000 cartons du ministère français de la Défense.

Aux Etats-Unis, il en va autrement. Ce pays a déclassifié des documents écrits et filmés sur la guerre du Vietnam. Tout récemment, Washington a rendu publics les interrogatoires de Saddam Hussein menés par le FBI révélant que le véritable ennemi de Saddam n'était pas les Etats-Unis, mais son voisin l'Iran. Et que c'était pour faire peur à l'Iran que le dirigeant irakien avait monté de toutes pièces son histoire d'armes de destruction massive. Ces documents montrent surtout que George Bush avait menti et, qu'en plus, l'accusation mensongère selon laquelle Saddam soutenait Al-Qaïda n'avait pour seul et unique but que de renverser un régime nuisant aux intérêts des Etats-Unis. On ne peut pas en dire autant de la France de Sarkozy qui, 47 ans après la fin de la guerre d'Algérie, continue d'opposer la raison d'Etat à l'établissement de la vérité historique.

Aussi, si dans un souci de clarté, de transparence et de crédibilité, il faut lever le secret-défense sur les moines, pourquoi, dès lors, ne pas le faire sans restriction concernant la période coloniale afin que le mensonge sur cette époque ne puisse nuire à l'amitié des peuples et à leur réconciliation.

H. Z.



## QUI EST LE GÉNÉRAL FRANÇOIS BUCHWALTER ?

Un vieux spécialiste du renseignement  
et de la désinformation

**Le général François Buchwalter qui fait l'actualité depuis sa déposition devant le juge d'instruction Marc Trévidic, au tribunal de grande instance de Paris, le 25 juin dernier, affirmant que les sept moines français enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars 1996 par le Groupe islamique armée (GIA) ont été tués par l'Armée algérienne, n'est pas un inconnu des spécialistes du renseignement : c'est un vieux spécialiste du renseignement et de la désinformation en Afrique et en Outre-Mer pour le compte du gouvernement français.**

Le général François Buchwalter a notamment dirigé, avant sa mission d'Alger, puis après (de 1998 à 2000), le Cabinet militaire SER et Bureaux d'études, chargé du renseignement en Outre-Mer français, spécialisé dans l'intox et connu pour ses bavures et ses coups tordus.

Le 9 janvier 2008, Christian Estrosi, Secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, annonce dans *Le Parisien* la dissolution de toute cette structure. Dans le même temps, il confirme les soupçons pesant sur ces structures, politisées, génératrices de bavures et contre-productives au final. Les RG ne surveillant plus les partis politiques depuis 1995, pourquoi ces structures militaires le feraient ? Le général Buchwalter, chef d'une structure désavouée par le gouvernement français en 2008 pour ses bavures, devient subitement crédible en 2009 !

Créé en 1959, le cabinet militaire rattaché aux services du ministre de l'Outre-Mer est un une entité particulièrement discrète. Jusqu'à sa dissolution par Christian Estrosi en 2008, elle avait deux missions essentielles. D'une part la gestion et le suivi du Service mili-

taire adapté (SMA) dans les DOMTOM, et d'autre part une mission de renseignement assurée par la Section d'études et de renseignement (SER) au sein de ce cabinet.

**En 2000, le général François Buchwalter cède la place au général Charles Fernandez**

La SER était chargé de suivre, au profit du ministre des DOM, l'évolution politique, économique, sociale et syndicale dans les DOM-TOM. La SER recevait des synthèses et des notes d'informations des différents services centraux (DST, SDECE, DCRG, SM...) et les répartissait selon les besoins sur le terrain. D'autre part, les bureaux d'études lui faisaient remonter quotidiennement des bulletins de renseignements concernant les événements marquants dans leurs territoires.

A partir de ces différents documents, le chef de la SER réalisait un Bulletin de renseignement mensuel, document classé Secret-Défense d'une soixantaine de pages à diffusion très limitée.

En fait, la SER, apparemment tournée vers l'analyse, était beaucoup plus «active».

De l'aveu même du

Secrétaire aux DOM-TOM en janvier 2008, «la mission de ce cabinet militaire était de faire du renseignement politique, visant les élus ou même des journalistes pour le compte du ministre. J'ai considéré que cette mission, que les renseignements généraux n'ont plus le droit d'exercer depuis plusieurs années, n'avait aucune raison d'être aujourd'hui».

L'histoire de ces bureaux d'études et de la SER est en effet traversée par plusieurs affaires s'apparentant à des «coups tordus».

Dès sa création en 1964, le poste de Papeete chargé de coordonner les mesures de la sécurité des installations atomiques de Fangataufa et Mururoa se lance dans un renseignement tous azimuts digne de la STASI.

Les ressources financières des églises protestantes, les contacts étrangers des mouvements de jeunesse, les problèmes de naturalisation de la minorité chinoise, le train de vie des femmes de ménage, les projets des mouvements autonomistes, tout est épluché, collationné et indexé. Chaque semaine, quelques happy few, le gouverneur, le patron des sites nucléaires, le ministre de la Défense, notamment, reçoivent un «bulletin de renseignements» extrêmement complet sur la vie publique et privée parfois des Polynésiens en vue, et des gens de passage. Mais ce n'est pas tout. Le «Bureau d'études» est aussi chargé de contrôler de manière très stricte l'activité des journalistes. Ainsi, en mai 1967, une équipe

de la prestigieuse émission «Cinq Colonnes à la une» arrive à Papeete. Branle-bas de combat. Le «Bureau d'études» prend en main les reporters, qui interrogent plusieurs opposants aux essais. Très vite, les barbouzes s'inquiètent. Le chef du «Bureau d'études» écrit : «Les intentions du journaliste ne paraissent pas bienveillantes à l'égard de la présence française et du centre d'expérimentation nucléaire.» Conclusion : «Il serait prudent, à Paris, de censurer l'émission.» Tout simplement.

Une part non négligeable du travail des officiers de la SER à Paris était consacrée aux contacts avec les élus ultra marins de passage à Paris. Et dans un souci de recueil de renseignement et de culture des contacts utiles, il n'était pas rare que certains services leur soit rendus (des enveloppes ???).

Aux Antilles, dans les années 1980, les bureaux d'études sont au centre de la lutte antiterroriste. Un mouvement indépendantiste pratiquant la lutte armée est alors en plein essor en Guadeloupe et dans une moindre mesure en Martinique et en Guyane. Yves Bonnet, l'ancien directeur de la DST, est nommé préfet de Guadeloupe en 1986 avec comme mission principale l'éradication de ce mouvement. Décivant les organes de renseignement sur lesquels il s'appuie dans sa tâche, sur place, il cite notamment le colonel Bertrand (un pseudonyme), chef du Bureau d'études à Basse-Terre. Les écoutes téléphoniques sur

place, qui — on l'a vu — sont l'apanage de ces bureaux, seront l'une des armes les plus efficaces dans cette lutte.

Dans ces mêmes années 1980-1990, un autre point sensible de l'Outre-Mer français est la Nouvelle-Calédonie. Si l'on en croit cet article un peu confus, il semble que Guy Mascres, le chef du Bureau d'études sur place de 1993 à 1996 (qui a fait, depuis, une honnête carrière) ait été chargé des négociations avec un indépendantiste emprisonné. Pour un lieutenant-colonel analyste, c'est singulier !!!

Enfin, en 2004, une ténébreuse affaire aux forts relents politiques éclabousse le Bureau de Basse-Terre dirigé par le commandant De Rodez. Des commissions rogatoires se retrouvent on ne sait comment (enfin si, on sait) en sa possession. Le piquant de l'affaire est que le principal objectif de cette CR n'est autre que Victorin Lurel, le nouveau président socialiste du Conseil régional ; Assemblée qu'il a arrachée de haute lutte à la représentante locale de l'UMP, M<sup>me</sup> Michaux Chevry. Et quand on apprend après une rapide enquête que celui qui a passé ces documents juridiques (en principe confidentiels) à la préfecture n'est autre que le colonel de gendarmerie sur place, on ne peut que renifler un remugle nauséabond de basse politique. Pourquoi un service d'analyse et de coordination a détenu ces documents ? Que comptait-il en faire ? A ce jour, ces questions restent sans réponses. **L. M.**

## À CEUX QUI CRACHENT DANS NOS LARMES

Yasmina Khadra in *Le Monde*, 13 mars 2001

**Je me rétracte ? Aucunement. Je n'ai pas failli à mes engagements ni changé d'un iota dans mes déclarations. J'ai régulièrement rendu hommage à l'armée à travers les différentes interviews que j'ai accordées à la presse occidentale, arabe et algérienne.**

A l'heure où la question «qui-tue-qui ?» battait son plein, et au risque de compromettre ma carrière littéraire, j'ai dédié *L'Automne des chimères* au soldat et au flic de mon pays ; c'était en avril 1998.

J'avoue que la guerre crapulo-intégriste qui sévit encore en Algérie n'a pas livré tous ses secrets. Beaucoup d'assassinats, de tueries, d'enlèvements ne sont pas près d'être élucidés. Il s'agit d'une guerre plurielle, foncièrement politico-financière, dont les enjeux tentaculaires et inavoués vont continuer d'enchevêtrer toutes les pistes susceptibles de dévoiler les tenants de l'une des plus effroyables supercheries que le Bassin méditerranéen ait connues.

La confusion qu'entretiennent des manœuvres subversives à travers les médias et les témoignages livresques ne font, en réalité, que reconforter les véritables coupables jusque-là au-dessus des soupçons.

Aujourd'hui, un autre témoignage impute à l'armée les massacres collectifs revendiqués pourtant, à cor et à cri, par les GIA. Que faire ? Me taire ? Mon silence pourrait être interprété comme un consentement ou un désaveu. Réagir ? Mon intervention risquerait de chahuter ma crédibilité d'écrivain libre. Entre deux maux, je choisis celui qui pèsera probablement sur mes chances de romancier, mais qui aura l'excuse de ne pas peser sur ma conscience.

Je déclare solennellement que, durant huit années de guerre, je n'ai jamais été témoin, ni de près ni de loin, ni soupçonné le moindre massacre de civils susceptible d'être perpétré par l'armée. Par contre, je déclare que l'ensemble des massacres dont j'ai été témoin et sur lesquels j'ai enquêté portent une seule et même signature : les GIA.

Les victimes sont des vieillards, des femmes, des enfants et des nourrissons, surpris dans leur misère la plus accablante et assassinés avec une férocité absolue — des bébés ont été embrochés, frites et brûlés vifs. De telles horreurs ne peuvent être commises que par des mystiques ou des forcenés ; en tout cas par des monstres qui ne pourront jamais plus réintégrer la société et prétendre à la reprise d'une vie normale.

Pour atteindre un tel degré de barbarie, il faut impérativement avoir divorcé d'avec Dieu et les hommes. Les soldats que j'ai connus dans les maquis gardent encore la foi.

L'armée algérienne, conçue dans le monde obsessionnel d'une menace exclusivement extérieure, a été littéralement déboussolée par l'implosion intégriste.

Non préparée à l'éventualité d'une guerre civile et refusant d'admettre que la patrie puisse être martyrisée par ses propres rejetons, l'institution a mis plusieurs années pour se relever de son choc et faire face, avec un minimum de lucidité, à la déferlante extrémiste.

Dans la confusion généralisée, savamment dosée par les véritables commanditaires, notamment entre 1992 et 1994, des erreurs graves et des dérapages ont été constatés. Il s'agissait d'actes isolés (vengeance, incompétence, méprise ou psychose) qui n'impliquent pas l'institution militaire puisque les tribunaux et les asiles psychiatriques ont accueilli un grand nombre de mis en cause.

Que dire de l'attitude de certains intellectuels français devant notre tragédie, sinon mon chagrin et ma déception, moi qui, trente-six ans durant, contre vents et marées, n'ai cherché qu'à les rejoindre et m'instruire auprès d'eux ?

Que dire de ces alliés naturels dont je rêvais toutes les nuits et qui, avec une insoutenable prudence, font étalage d'un manque de discernement effarant ? Il est certain que le drame algérien bouleverse et étonne par les opacités tourbillonnantes qui gravitent autour de lui ; mais une situation floue n'exige-t-elle pas un minimum de retenue ?

J'ai été soldat, et je n'ai pas quitté les arènes algériennes des yeux une seule seconde. Témoignant, n'aurais-je donc pas voix au chapitre ?

L'armée algérienne n'est pas un ramassis de barbares et d'assassins. C'est une institution populaire qui essaye de sauver son pays et son âme avec le peu de moyens appropriés dont elle dispose que compensent sa détermination et sa vaillance, et rien d'autre.

Présenter le soldat algérien comme un mercenaire ou un légionnaire sans foi et sans conscience est injuste et inhumain, indigne d'hommes éclairés et supposés défendre la vérité et les valeurs fondamentales au nom de toute l'humanité.

Je reviens des maquis, des villages blessés, des villes traumatisées ; je reviens d'un cauchemar qui m'aura définitivement atteint dans ma chair et dans mon esprit ; je reviens de ces nuits où des familles entières sont exterminées en un tournemain, où l'enfer du ciel tremble devant celui des hommes, où les repères s'effacent comme des étincelles dans l'obscurité, tant l'horreur est totale et la douleur absolue. Et que suis-je en train d'entendre ? Que le soldat miraculé que je suis est un tueur d'enfants ! Que savez-vous de la guerre, vous qui êtes si bien dans vos tours d'ivoire, et qu'avez-vous fait pour nous qui tous les jours enterri- rions nos morts et qui vieillions au grain toutes les nuits, convaincus que personne ne viendrait compatir à notre douleur ? Rien. Vous n'avez absolument rien fait. Huit années durant, vous

avez assisté à une intenable boucherie en spectateurs éblouis, ne tendant la main que pour cueillir nos cris ou nous repousser dans la tourmente à laquelle nous tentions d'échapper.

Que savez-vous de tous ces cadets tués au combat, de ces milliers de soldats fauchés à la fleur de l'âge et dont la majorité n'a jamais embrassé une lèvres aimée ou connu les palpitations d'un amour naissant ? Quels souvenirs gardez-vous de ces visages éteints, de ces corps qui ne bougent plus au pied d'arbres brûlés, de ces bouillies de chair qui indiquent qu'une bombe a explosé à tel ou tel endroit ? Vous n'avez rien vu de notre enfer et vous ne mesurerez jamais l'ampleur de notre chagrin ni l'envergure de notre bravoure.

Nous sommes les enfants de notre pays, des guerriers malgré eux, qui se battent à leur corps défendant. Nous ne tuons pas nos pères, ni nos mères, ni nos propres enfants ; mais nous offrons à tout moment un morceau de notre vie pour préserver un empan de notre terre et de notre dignité.

A l'heure où nous nous recueillons sur la tombe de nos chers absents, vous nous chahutez, vous cachez dans nos larmes, bafouez notre deuil et tuez une deuxième fois ces êtres merveilleux qui furent les nôtres, qui n'étaient rien d'autre que des soldats.

Je reste persuadé que, pareillement au destin, nul ne peut se défaire de la vérité. Le crime ne paie pas, la lumière finira inmanquablement par éclairer la beauté ou la laideur de chacun ; et aucun masque, aucun lifting, ne saurait sauver la face impure.

En attendant, l'Algérie continue de subir l'affront de ses rejetons. Que ceux qui n'y peuvent rien aient la décence de nous laisser à notre malheur. A l'usure, nous saurons renaître de nos cendres et survivre au pire des cataclysmes : la lâcheté de nos félons et le lâchage de nos «amis».

Y. K.